

Opposez-vous à Chat Control !

Sur ce blog, nous transposons régulièrement différents points de vue concernant les luttes pour les libertés numériques. Dans ce domaine, on constate souvent que les mouvements sociaux (solidariste, durabilistes, préfiguratifs, etc.) ne prennent que trop rarement en compte les implications directes sur leurs propres luttes que peuvent avoir les outils de surveillance des États et des entreprises monopolistes. Cela rend toujours plus nécessaire une éducation populaire d'auto-défense numérique... Du côté des mouvements autonomes et anti-autoritaires, on ressent peu ou prou les mêmes choses. Dans les groupes européens, le sujet du capitalisme de surveillance est trop peu pris en compte. C'est du moins l'avis du groupe allemand *Autonomie und Solidarität* qui, à l'occasion du travail en cours au Parlement Européen sur l'effrayant et imminent projet Chat Control (voir ici ou là), propose un appel général à la résistance. L'heure est grave face à un tel projet autoritaire (totalitaire !) de surveillance de masse.

Cet appel a été publié originellement en allemand sur Kontrapolis et en anglais sur Indymedia. (Trad. Fr. par Framatophe).

Opposez-vous à Chat Control !

Une minute s'il vous plaît ! Chat Control ? C'est quoi ? Et pourquoi cela devrait-il nous intéresser en tant qu'autonomes et anti-autoritaires ?

Chat Control est le projet de règlement de l'Union Européenne portant sur la prévention et la protection des enfants contre les abus sexuels. Il a été reporté pour le moment, mais il risque d'être adopté prochainement¹.

Ce projet de loi est une affaire assez grave pour plusieurs raisons².

Avec Chat Control, les autorités publiques seront autorisées à scanner, analyser et lire automatiquement les contenus des communications privées en ligne de tous les utilisateur·ices. Cela se fera via une contrainte sur les fournisseurs de chat tels que Signal, Threema, Telegram, Skype, etc.³, soit par ce qu'on appelle une analyse côté client (Client Side Scanning). Les messages et les images

seraient alors lus directement sur les terminaux ou les dispositifs de stockage des utilisateur·ices. Et cela avant même qu'ils soient envoyés sous format chiffré ou après leur réception, une fois déchiffrés.

C'est précisément ce que l'UE souhaite atteindre, entre autres, avec Chat Control : rendre les communications chiffrées inutiles. Les services de renseignement, les ministères de l'Intérieur, les autorités policières, les groupes d'intérêts privés et autres profiteurs du capitalisme de surveillance, ont en effet depuis longtemps du mal à accepter que les gens puissent communiquer de manière chiffrée, anonyme et sans être lus par des tiers indésirables.

Pourtant, la communication chiffrée est très importante. Face aux répressions de l'État, elle peut protéger les militants, les opposant·es et les minorités. Elle sert aussi à protéger les sources et les lanceur·euses d'alerte, et rendre également plus difficile la collecte de données par les entreprises.

Comme si l'intention d'interdire ou de fragiliser le chiffrement n'était pas déjà assez grave, il y a encore pas mal d'autres choses qui nous inquiètent sérieusement avec Chat Control. Ainsi, l'introduction de systèmes de blocage réseau⁴ est également en discussion. Plus grave encore, l'obligation de vérifier l'âge et donc de s'identifier en ligne. Cela aussi fait explicitement partie du projet. Il s'agira de faire en sorte que l'accès à certains sites web, l'accès aux contenus limités selon l'âge, l'utilisation et le téléchargement de certaines applications comme Messenger, ne soient possibles qu'avec une identification, par exemple avec une carte d'identité électronique ou une identité numérique.

Voici l'accomplissement du vieux rêve de tou·tes les Ministres de l'Intérieur et autres autoritaires du même acabit. L'obligation d'utiliser des vrais noms sur Internet et la « neutralisation » des VPN⁵, TOR et autres services favorisant l'anonymat figurent depuis longtemps sur leurs listes de vœux. Et ne négligeons pas non plus la joie des grands groupes de pouvoir à l'avenir identifier clairement les utilisateur·ices. L'UE se met volontiers à leur service⁶. Tout comme le gouvernement allemand, Nancy Faser en tête, qui se distingue par ailleurs avec une politique populiste et autoritaire de droite.

Le « tchat controle » n'est pas la première tentative mais une nouvelle, beaucoup plus vaste, d'imposer la surveillance de masse et la désanonymisation totale

d'Internet. Et elle a malheureusement de grandes chances de réussir car la Commission Européenne et la majorité du Parlement, ainsi que le Conseil, les gouvernements et les ministères de l'Intérieur de tous les États membres y travaillent. Et ils voudraient même des mesures encore plus dures comme étendre ce projet au scan de nos messages audios au lieu de scanner « seulement » nos communications textuelles⁷.

Dans le discours manipulateur, il existe déjà des « propositions de compromis » avec lesquelles les États autoritaires souhaitent faire changer d'avis les critiques. Il s'agirait dans un premier temps, de limiter le type de contenus que les fournisseurs devront chercher, jusqu'à ce que les possibilités techniques évoluent. La surveillance du chiffrement devrait tout de même avoir lieu. Il est évident que ce n'est qu'une tentative pour maquiller les problèmes⁸.

Comme toujours, la justification est particulièrement fallacieuse ! On connaît la chanson : la « lutte contre le terrorisme », les « copies pirates », les drogues, les armes etc. sont des constructions argumentaires par les politiques pour faire accepter des projets autoritaires et pour en discréditer toute résistance dans l'opinion publique. Il n'en va pas autrement pour Chat Control. Cette fois-ci, l'UE a même opté pour un classique : la prétendue « protection des enfants et des adolescents » et la lutte contre l'exposition des mineurs aux contenus pornographiques. Qui voudrait s'y opposer ?



Stop Chat Control. Image librement inspirée de International-protest (Wikimedia)

Pourtant, même des experts, provenant notamment d'associations de protection de l'enfance, affirment que Chat Control ne protégera pas les enfants et les adolescents⁹. En effet, il permettra également de surveiller leurs communications confidentielles. Le projet peut même conduire tout droit à ce que des agents des autorités aient accès aux photos de nus et aux données confidentielles que des mineurs s'envoient entre eux... Et ils pourront ensuite faire n'importe quoi avec. Le risque de faux positifs à cause de l'emploi de l'IA est également très important. Les gens pourraient avoir de gros problèmes à cause d'une erreur technique. Mais l'UE ne s'en soucie pas car la protection des mineurs n'est pas le sujet ici.

Les domaines d'application ont déjà été élargis entre-temps... Drogues, migration, etc. Tout doit être étroitement surveillé. Quelle sera la prochaine étape ? Une application contre les extrémistes politiques identifiés comme tels ?

Et puis, il y a aussi la très probable question de « l'extension des objectifs ». Nous connaissons déjà suffisamment d'autres lois et mesures étatiques. Elles sont souvent introduites pour des raisons d'urgence. Ensuite, elles sont constamment étendues, différées, puis soudain elles sont utilisées à des fins totalement différentes par les flics et les services de renseignement, selon leur humeur. L'extension de Chat Control se prête bien à ce jeu. Les premières demandes ont déjà été formulées¹⁰.

Dans une Europe où : il y a des interdictions de manifester¹¹ et des détentions préventives, des perquisitions pour des commentaires sur les « quéquettes »¹², des liens vers Linksunten/Indymedia¹³ ou des graffitis¹⁴, où des enquêtes par les services de renseignement pour *adbusting* dans l'armée allemande, ou bien des avis de recherche pour « séjour illégal » sont monnaie courante, dans une Europe où les ultraconservateurs occupent des postes de pouvoir, appellent à l'interdiction de l'avortement et à la lutte contre les personnes queer et réfugiées¹⁵, où des structures d'extrême-droite existent dans les administrations et la police¹⁶, dans cette Europe, une infrastructure de surveillance comme Chat Control, avec interdiction du chiffrement et permis de lecture de l'État sur tous les appareils, a de graves conséquences pour la liberté de tous les êtres humains¹⁷.

Des lois et des avancées similaires, la surveillance biométrique de masse¹⁸, l'utilisation d'IA à cet égard comme à Hambourg¹⁹, les identités numériques²⁰, le scoring²¹, la police prédictive²², et ainsi de suite sont en cours de développement ou sont déjà devenus des réalités... tout cela crée une infrastructure totale, centralisée et panoptique qui permet d'exercer un énorme pouvoir et une répression contre nous tous.

En tant qu'antiautoritaires, nous devrions nous défendre, attirer l'attention et faire connaître ce sujet en dehors de l'activisme numérique germanophone ! Nous appelons donc à protester et à résister contre Chat Control. Les alliances

existantes comme Stop Chat Control²³ pourraient être complétées par une critique autonome²⁴. D'autres actions de protestation peuvent être imaginées, il n'y a pas de limites à la créativité. Les objectifs de telles actions de protestation pourraient éventuellement découler de la thématique...

Les anti-autoritaires résistent à Chat Control !

Nous apprécions les suggestions, les questions, les critiques et, dans le pire des cas, les louanges, et surtout la résistance !

1. "Zeitplan für Chatkontrolle ist vorerst geplatzt", *Netzpolitik.org*, 20/09/2023. (NdT -) Il s'agit du règlement CSAR, également appelé *Chat Control*. La Quadrature du Net en a fait une présentation.↵
2. "EU-Gesetzgebung einfach erklärt" *Netzpolitik.org*, 28/06/2023, "Das EU-Überwachungsmonster kommt wirklich, wenn wir nichts dagegen tun", *Netzpolitik.org*, 11/05/2022 ; Chatkontrolle Stoppen ; "Kennen wir ansonsten nur aus autoritären Staaten", *Süddeutsche Zeitung*, 10/08/2022.↵
3. "NetzDG-Bußgeld: Justizminister Buschmann will Telegram mit Trick beikommen", *Heise Online*, 28/01/2022.↵
4. "Die Rückkehr der Netzsperrern", *Netzpolitik.org*, 11/03/2021.↵
5. "Online-Ausweis und VPN-Verbot: Streit über Anonymität im Netz kocht wieder hoch", *Heise Online*, 08/10/2023.↵
6. "EU-Ausschuss will Chatkontrolle kräftig stützen", *Netzpolitik.org*, 15/02/2023.↵
7. "Live-Überwachung: Mehrheit der EU-Staaten drängt auf Audio-Chatkontrolle", *Heise Online*, 17/05/2023.↵
8. "Ratspräsidentschaft hält an Chatkontrolle fest", *Netzpolitik.org*, 12/10/2023.↵
9. "Immer wieder Vorratsdatenspeicherung", *Netzpolitik.org*, 23/06/23.↵
10. "<https://netzpolitik.org/2023/ueberwachung-politiker-fordern-ausweitung-der-chatkontrolle-auf-andere-inhalte/>", *Netzpolitik.org*, 06/10/2023.↵
11. "Noch mehr Macht für Beamte ist brandgefährlich", *nd Journalismus von*

- Links*, 13/09/2021 ; "Amnesty sieht Versammlungsfreiheit in Deutschland erstmals eingeschränkt - auch in NRW", *Westdeutscher Rundfunk*, 20/09/2023.↵
12. "Unterhalb der Schwelle", *TAZ*, 08/08/2022.↵
 13. "Die Suche nach einer verbotenen Vereinigung", *Netzpolitik.org*, 03/08/2023.↵
 14. "Linksextreme Gruppen in Nürnberg: Polizei durchsucht mehrere Wohnungen", *Nordbayern*, 11/10/2023.↵
 15. "Sehnsucht nach dem Regenbogen-Monster", *TAZ*, 28/07/2023.↵
 16. "Das Ende eines Whistleblowers", *TAZ*, 01/10/2019.↵
 17. "Chatkontrolle: Mit Grundrechten unvereinbar", *Gesellschaft für Freiheitsrechte* ; "Sie betrifft die Rechte aller Internetnutzer", *Junge Welt*, 15/09/2023.↵
 18. "Polizei verdoppelt Zahl identifizierter Personen jährlich", *Netzpolitik.org*, 03/06/2021 ; "Mehr Kameras an Bahnhöfen", *DeutschlandFunk*, 22/12/2014 ; "Polizei bildet Hunderte Drohnenpiloten aus", *nd Journalismus von Links*, 04/01/2023.↵
 19. "Polizei Hamburg will ab Juli Verhalten automatisch scannen", *Netzpolitik.org*, 19/06/2023.↵
 20. "Digitale Identität aller Menschen - Fortschritt oder globale Überwachung?", *SWR*, 28/08/2022.↵
 21. "Punkte für das Karmakonto", *Jungle.World*, 25/05/2022.↵
 22. "Überwachung: Interpol baut Big-Data-System Insight für"vorhersagende Analysen", *Heise Online*, 24/09/2023.↵
 23. "Chatkontrolle-Bündnis fordert Bundesregierung zum Nein auf", *Netzpolitik.org*, 18/09/2023 ; "Unser Bündnis gegen die Chatkontrolle", *Digital Courage*, 12/10/2022 ; Chatkontrolle Stoppen, *Digital Gesellschaft* ; "Aufruf Chatkontrolle stoppen", *Digital Courage*, 10/10/2022.↵
 24. "Statement zum EU-Verschlüsselungsverbot / Chatdurchleuchtungspflicht", *Enough 14*, 15/05/2022.↵
-

Logiciel libre et anarchisme

Par sa volonté de décentralisation, le logiciel libre est présenté comme porteur de valeurs anarchistes, et parfois vilipendé par certaines institutions pour cela. Mais pour autant que les méthodes de travail puissent être reliées à des pratiques libertaires, voire revendiquées comme telles, peut-on réellement considérer qu'il en adopte toutes les valeurs, les ambitions et le message politique ?

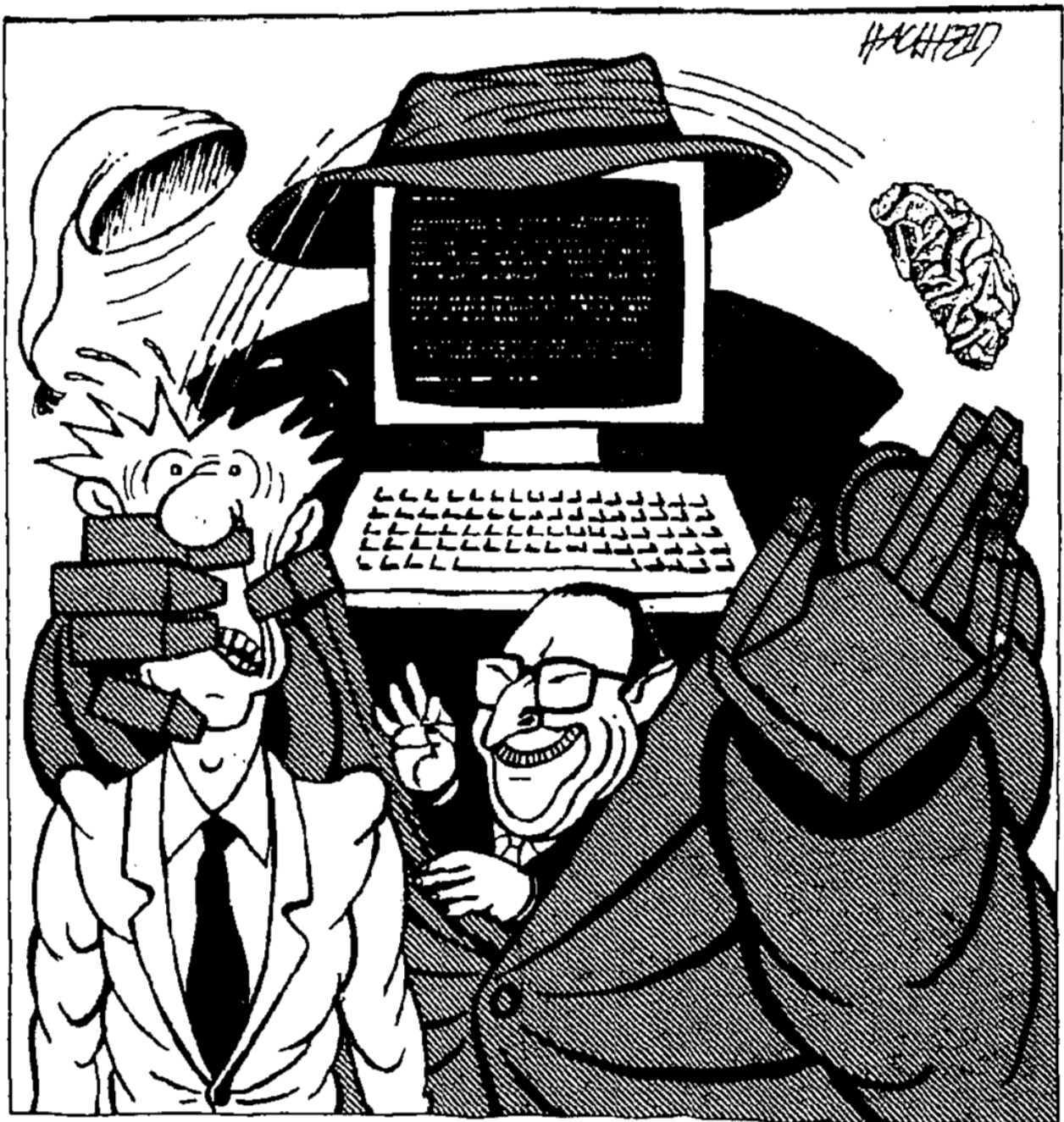
Framatophe vous propose ici de retracer un peu la façon dont les mouvements du logiciel libre et des mouvements anarchistes se sont côtoyés au fil des ans et, surtout, comment ils pourraient mieux apprendre l'un de l'autre.

Logiciel libre et anarchisme

À travers le monde et à travers l'histoire, les mouvements anarchistes ont toujours subi la surveillance des communications. Interdiction des discours publics et rassemblements, arrestations d'imprimeurs, interceptions téléphoniques, surveillance numérique. Lorsque je parle ici de mouvements anarchistes, je désigne plutôt tous les mouvements qui contiennent des valeurs libertaires. Bien au-delà des anciennes luttes productivistes des mouvements ouvriers, anarcho-syndicalistes et autres, le fait est qu'aujourd'hui énormément de luttes solidaires et pour la justice sociale ont au moins un aspect anarchiste sans pour autant qu'elles soient issues de mouvements anarchistes « historiques ». Et lorsqu'en vertu de ce « déjà-là » anarchiste qui les imprègne les sociétés font valoir leurs libertés et leurs souhaits en se structurant en organes collectifs, les États et les organes capitalistes renforcent leurs capacités autoritaires dont l'un des aspects reconnaissables est le contrôle des outils numériques.

Cela aboutit parfois à des mélanges qu'on trouverait cocasses s'ils ne démontreraient pas en même temps la volonté d'organiser la confusion pour mieux dénigrer l'anarchisme. Par exemple cette analyse lamentable issue de l'École de Guerre Économique, au sujet de l'emploi du chiffrement des communications, qui confond anarchisme et crypto-anarchisme comme une seule « idéologie » dangereuse. Or il y a bien une différence entre prémunir les gens contre

l'autoritarisme et le contrôle numérique et souhaiter l'avènement de nouvelles féodalités ultra-capitalistes au nom dévoyé de la liberté. Cette confusion est d'autant plus savamment orchestrée qu'elle cause des tragédies. En France, l'affaire dite du 8 décembre 2020¹, sorte de *remake* de l'affaire Tarnac, relate les gardes à vue et les poursuites abusives à l'encontre de personnes dont le fait d'avoir utilisé des protocoles de chiffrement et des logiciels libres est déclaré suspect et assimilable à un comportement dont le risque terroriste serait avéré - en plus d'avoir lu des livres d'auteurs anarchistes comme Blanqui et Kropotkine. Avec de tels fantasmes, il va falloir construire beaucoup de prisons.



Le logiciel libre a pourtant acquis ses lettres de noblesses. Par exemple, si Internet fonctionne aujourd'hui, c'est grâce à une foule de logiciels libres. Ces derniers sont utilisés par la plupart des entreprises aujourd'hui et il n'y a guère de secteurs d'activités qui en soient exempts. En revanche, lorsqu'on considère l'ensemble des pratiques numériques basées sur l'utilisation de tels communs numériques, elles font très souvent passer les utilisateurs experts pour de dangereux hackers. Or, lorsque ces utilisations ont pour objectif de ne pas dépendre d'une multinationale pour produire des documents, de protéger l'intimité numérique sur Internet, de faire fonctionner des ordinateurs de manière optimale, ne sont-ce pas là des préoccupations tout à fait légitimes ? Ces projections établissent un lien, souvent péjoratif, entre logiciel libre, activité hacker et anarchisme. Et ce lien est postulé et mentionné depuis longtemps. Le seul fait de bricoler des logiciels et des machines est-il le seul rapport entre logiciel libre et anarchisme ? Que des idiots trouvent ce rapport suspect en fait-il pour autant une réalité tangible, un lien évident ?

Le logiciel libre comporte quatre libertés : celle d'utiliser comme bon nous semble le logiciel, celle de partager le code source tout en ayant accès à ce code, celle de le modifier, et celle de partager ces modifications. Tout cela est contractuellement formalisé par les licences libres et la première d'entre elles, la Licence Publique Générale, sert bien souvent de point de repère. L'accès ouvert au code combiné aux libertés d'usage et d'exploitation sont communément considérés comme les meilleurs exemples de construction de communs numériques et de gestion collective, et représentent les meilleures garanties contre l'exploitation déloyale des données personnelles (on peut toujours savoir et expertiser ce que fait le logiciel ou le service). Quelle belle idée que de concevoir le Libre comme la traduction concrète de principes anarchistes : la lutte contre l'accaparement du code, son partage collaboratif, l'autogestion de ce commun, l'horizontalité de la conception et de l'usage (par opposition à la verticalité d'un pouvoir arbitraire qui dirait seul ce que vous pouvez faire du code et, par extension, de la machine). Et tout cela pourrait être mis au service des mouvements anarchistes pour contrecarrer la surveillance des communications et le contrôle des populations, assurer la liberté d'expression, bref créer de nouveaux communs, avec des outils libres et une liberté de gestion.

Belle idée, partiellement concrétisée à maints endroits, mais qui recèle une grande part d'ombre. Sur les communs que composent les logiciels libres et

toutes les œuvres libres (logiciels ou autres), prolifère tout un écosystème dont les buts sont en réalité malveillants. Il s'agit de l'accaparement de ces communs par des acteurs moins bien intentionnés et qui paradoxalement figurent parmi les plus importants contributeurs au code libre / open source. C'est que face à la liberté d'user et de partager, celle d'abuser et d'accaparer n'ont jamais été contraintes ni éliminées : les licences libres ne sont pas moralistes, pas plus qu'elles ne peuvent légitimer une quelconque autorité si ce n'est celle du contrat juridique qu'elles ne font que proposer. On verra que c'est là leur fragilité, nécessitant une identification claire des luttes dont ne peut se départir le mouvement du logiciel libre.

Collaboration sans pouvoir, contribution et partage : ce qui pourrait bien s'apparenter à de grands principes anarchistes fait-il pour autant des mouvements libristes des mouvements anarchistes et du logiciel libre un pur produit de l'anarchie ? Par exemple, est-il légitime que le système d'exploitation Android de Google-Alphabet soit basé sur un commun libre (le noyau Linux) tout en imposant un monopole et des contraintes d'usage, une surveillance des utilisateurs et une extraction lucrative des données personnelles ? En poussant un peu plus loin la réflexion, on constate que la création d'un objet technique et son usage ne sont pas censés véhiculer les mêmes valeurs. Pourtant nous verrons que c'est bien à l'anarchie que font référence certains acteurs du logiciel libre. Cette imprégnation trouve sa source principale dans le rejet de la propriété intellectuelle et du pouvoir qu'elle confère. Mais elle laisse néanmoins l'esprit anarchiste libriste recroquevillé dans la seule production technique, ouvrant la voie aux critiques, entre tentation libertarienne, techno-solutionnisme et mépris de classe. Sous certains aspects, l'éthique des hackers est en effet tout à fait fongible dans le néolibéralisme. Mais il y a pourtant un potentiel libertaire dans le libre, et il ne peut s'exprimer qu'à partir d'une convergence avec les luttes anticapitalistes existantes.

Des libertés fragiles

Avant d'entrer dans une discussion sur le rapport historique entre logiciel libre et anarchie, il faut expliquer le contexte dans lequel un tel rapport peut être analysé. Deux points de repère peuvent être envisagés. Le premier point de repère consiste à prendre en compte que logiciel libre et les licences libres proposent des développements et des usages qui sont seulement *susceptibles* de

garantir nos libertés. Cette nuance a toute son importance. Le second point consiste à se demander, pour chaque outil numérique utilisé, dans quelle mesure il participe du capitalisme de surveillance, dans quelle mesure il ouvre une brèche dans nos libertés (en particulier la liberté d'expression), dans quelle mesure il peut devenir un outil de contrôle. C'est ce qui ouvre le débat de l'implication des mouvements libristes dans diverses luttes pour les libertés qui dépassent le seul logiciel en tant qu'objet technique, ou l'œuvre intellectuelle ou encore artistique placée sous licence libre.

Ce sont des techniques...

Il ne faut jamais perdre de vue que, en tant que supports de pensée, de communication et d'échanges, les logiciels (qu'ils soient libres ou non) les configurent en même temps². C'est la question de l'aliénation qui nous renvoie aux anciennes conceptions du rapport production-machine. D'un point de vue marxiste, la technique est d'abord un moyen d'oppression aux mains des classes dominantes (l'activité travail dominée par les machines et perte ou éloignement du savoir technique). Le logiciel libre n'est pas exempt de causer cet effet de domination ne serait-ce parce que les rapports aux technologies sont rarement équilibrés. On a beau postuler l'horizontalité entre concepteur et utilisateur, ce dernier sera toujours dépendant, au moins sur le plan cognitif. Dans une économie contributive idéale du Libre, concepteurs et utilisateurs devraient avoir les mêmes compétences et le même degré de connaissance. Mais ce n'est généralement pas le cas et comme disait Lawrence Lessig, « Code is law »³.

Le point de vue de Simondon, lui, est tout aussi acceptable. En effet l'automatisation - autonomisation de la technique (émancipation par rapport au travail) suppose aussi une forme d'aliénation des possédants vis-à-vis de la technique⁴. Le capital permet la perpétuation de la technique dans le non-sens du travail et des comportements, leur algorithmisation, ce qui explique le rêve de l'usine automatisée, étendu à la consommation, au-delà du simple fait de se débarrasser des travailleurs (ou de la liberté des individus-consommateurs). Cependant la culture technique n'équivaut pas à la maîtrise de la technique (toujours subordonnée au capital). Censé nous livrer une culture technique émancipatrice à la fois du travail et du capital (la licence libre opposée à la propriété intellectuelle du « bien » de production qu'est le logiciel), le postulat

libriste de l'équilibre entre l'utilisateur et le concepteur est dans les faits rarement accompli, à la fois parce que les connaissances et les compétences ne sont pas les mêmes (voir paragraphe précédent) mais aussi parce que le producteur lui-même dépend d'un système économique, social, technique, psychologique qui l'enferme dans un jeu de dépendances parfois pas si différentes de celles de l'utilisateur. L'équilibre peut alors être trouvé en créant des chaînes de confiance, c'est-à-dire des efforts collectifs de création de communs de la connaissance (formations, entraide, vulgarisation) et des communs productifs : des organisations à tendances coopératives et associatives capables de proposer des formules d'émancipation pour tous. Créer du Libre sans proposer de solutions collectives d'émancipation revient à démontrer que la liberté existe à des esclaves enchaînés tout en les rendant responsables de leurs entraves.

...Issues de la culture hacker

La culture hacker est un héritage à double tranchant. On a longtemps glorifié les communautés hackers des années 1960 et 1970 parce qu'elles sont à l'origine de l'aventure libératrice de l'ordinateur et des programmes hors du monde hiérarchisé de la Défense et de l'Université. Une sorte de « démocratisation » de la machine. Mais ce qu'on glorifie surtout c'est le mode de production informatique, celui qui a donné lieu aux grandes histoires des communautés qui partageaient la même éthique des libertés numériques et que Steven Lévy a largement popularisé en définissant les contours de cette « éthique hacker »⁵. Le projet GNU de R. M. Stallman, à l'origine dans les années 1980 de la Licence Publique Générale et de la formulation des libertés logicielles en droit, est surtout l'illustration d'une économie logicielle qui contraint la contribution (c'est la viralité de la licence *copyleft*) et promeut un mode de développement collectif. Ce qu'on retient aussi de la culture hacker, c'est la réaction aux notions de propriété intellectuelle et d'accaparement du code. On lui doit aussi le fait qu'Internet s'est construit sur des protocoles ouverts ou encore les concepts d'ouverture des formats. Pourtant l'état de l'économie logicielle et de l'Internet des plateformes montre qu'aujourd'hui nous sommes loin d'une éthique de la collaboration et du partage. Les enjeux de pouvoir existent toujours y compris dans les communautés libristes, lorsque par exemple des formats ou des protocoles sont imposés davantage par effet de nombre ou de mode que par consensus⁶.



Die Hackerbibel, Chaos Computer Club, 1998,
couverture

Comme le montre très bien Sébastien Broca⁷, l'éthique hacker n'est pas une simple utopie contrariée. Issue de la critique antihiérarchique des sixties, elle a aussi intégré le discours néomanagérial de l'accomplissement individuel qui voit le travail comme expression de soi, et non plus du collectif. Elle a aussi suivi les transformations sociales qu'a entraîné le capitalisme de la fin du XX^e siècle qui a remodelé la critique artistique des sixties en solutionnisme technologique dont le fleuron est la Silicon Valley. C'est Fred Turner qui l'écrit si bien dans un ouvrage de référence, *Aux sources de l'utopie numérique : de la contre culture à la cyberculture*⁸. Et pour paraphraser un article récent de ma plume à son propos⁹ : quelle ironie de voir comment les ordinateurs sont devenus synonymes d'émancipation sociale et de rapprochements entre les groupes sociaux, alors qu'ils sont en même temps devenus les instruments du capitalisme, du nouveau management et de la finance (ce que Detlef Hartmann appelait l'*offensive technologique*¹⁰), aussi bien que les instruments de la surveillance et de la « société du dossier ». C'est bien en tant que « menaces sur la vie privée » que les dépeignaient les premiers détracteurs des bases de données gouvernementales et

des banques à l'instar d'Alan Westin¹¹ au soir des années 1960. Tout s'est déroulé exactement comme si les signaux d'alerte ne s'étaient jamais déclenchés, alors que depuis plus de 50 ans de nombreuses lois entendent réguler l'appétit vorace des plateformes. Pourquoi ? Fred Turner y répond : parce que la priorité avait été choisie, celle de transformer le *personal is political*¹² en idéologie néolibérale par le biais d'une philosophie hacker elle-même dévoyée au nom de la liberté et de l'accomplissement de soi.

Des communs mal compris et mal protégés

Ces communs sont mal compris parce qu'ils sont la plupart du temps invisibilisés. La majorité des serveurs sur Internet fonctionnent grâce à des logiciels libres, des protocoles parmi les plus courants sont des protocoles ouverts, des systèmes d'exploitation tels Android sont en fait construits sur un noyau Linux, etc. De tout cela, la plupart des utilisateurs n'ont cure... et c'est très bien. On ne peut pas attendre d'eux une parfaite connaissance des infrastructures numériques. Cela plonge néanmoins tout le monde dans un univers d'incompréhensions.

D'un côté, il y a l'ignorance du public (et bien souvent aussi des politiques publiques) du fait que la majeure partie des infrastructures numériques d'aujourd'hui reposent sur des communs, comme l'a montré N. Egbhal¹³. Ce fait crée deux effets pervers : le ticket d'entrée dans la « nouvelle économie », pour une *start-up* dont le modèle repose sur l'exploitation d'un système d'information logiciel, nécessite bien moins de ressources d'infrastructure que dans les années 1990 au point que la quasi-exclusivité de la valeur ajoutée repose sur l'exploitation de l'information et non la création logicielle. Il en résulte un appauvrissement des communs (on les exploite mais on ne les enrichit pas¹⁴) et un accroissement de l'économie de plateforme au détriment des infrastructures elles-mêmes : pour amoindrir encore les coûts, on s'en remet toujours plus aux entreprises monopolistes qui s'occupent de l'infrastructure matérielle (les câbles, les *datacenter*). D'un autre côté, il y a le fait que beaucoup d'organisations n'envisagent ces communs numériques qu'à l'aune de la rentabilité et de la compromission avec la propriété productive, ce qui a donné son grain à moudre à l'Open Source Initiative et sa postérité, reléguant les libristes dans la catégorie des doux utopistes. Mais l'utopie elle-même a ses limites : ce n'est pas parce qu'un service est rendu par des logiciels libres qu'il est sécurisé, durable ou

protège pour autant les utilisateurs de l'exploitation lucrative de leurs données personnelles. Tout dépend de qui exploite ces communs. Cela relève en réalité du degré de confiance qu'on est capable de prêter aux personnes et aux organisations qui rendent le service possible.

Les licences libres elles-mêmes sont mal comprises, souvent vécues comme un abandon de l'œuvre et un manque à gagner tant les concepts de la « propriété intellectuelle » imprègnent jusqu'à la dernière fibre le tissu économique dans lequel nous sommes plus ou moins contraints d'opérer. Cela est valable pour les logiciels comme pour les productions intellectuelles de tous ordres, et cela empêche aussi le partage là où il pourrait être le plus bénéfique pour tous, par exemple dans le domaine de la recherche médicale.

Au lieu de cela, on assiste à un pillage des communs¹⁵, un phénomène bien identifié et qui connaît depuis les années 2000 une levée en force d'organisations de lutte contre ce pillage, qu'il s'agisse des biens communs matériels (comme l'eau, les ressources cultivables, le code génétique...) ou immatériels (l'art, la connaissance, les logiciels...). C'est la raison pour laquelle la décentralisation et l'autogestion deviennent bien plus que de simples possibilités à opposer à l'accaparement général des communs, mais elles sont aussi autant de voies à envisager par la jonction méthodologique et conceptuelle des organisations libristes, de l'économie solidaire et des mouvements durabilistes¹⁶.

Le libre et ses luttes, le besoin d'une convergence

Alors si le Libre n'est ni l'alpha ni l'oméga, si le mouvement pour le logiciel Libre a besoin de réviser sa copie pour mieux intégrer les modèles de développement solidaires et émancipateurs, c'est parce qu'on ne peut manifestement pas les décorrélérer de quatre autres luttes qui structurent ou devraient structurer les mouvements libristes aujourd'hui.

Une lutte pour imposer de nouveaux équilibres en droit

Les licences libres et leurs domaines d'application, en particulier dans les

communs immatériels, ont besoin de compétences et d'alliances pour ne plus servir d'épouvantail, de libre-washing ou, pire, être détournés au profit d'une lucrativité de l'accès ouvert (comme c'est le cas dans le monde des revues scientifiques). Elles ont aussi besoin de compétences et d'alliances pour être mieux défendues : même si beaucoup de juristes s'en sont fait une spécialité, leur travail est rendu excessivement difficile tant le cadre du droit est rigide et fonctionne en référence au modèle économique dominant.

Une lutte pour imposer de nouveaux équilibres en économie

Pouvons-nous sciemment continuer à fermer les yeux sur l'usage d'une soi-disant éthique hacker au nom de la liberté économique sachant qu'une grande part des modèles économiques qui reposent sur des communs immatériels ont un intérêt public extrêmement faible en proportion des capacités d'exploitation lucrative et de la prolétarisation¹⁷ qu'ils entraînent. Cela explique par exemple que des multinationales telles Intel et IBM ou Google et Microsoft figurent parmi les grands contributeurs au Logiciel libre et open source¹⁸ : ils ont besoin de ces communs¹⁹. Et en même temps, on crée des inégalités sociales et économiques : l'exploitation de main-d'œuvre bon marché (comme les travailleurs du clic²⁰) dont se gavent les entreprises du numérique repose elle aussi sur des infrastructures numériques libres et open source. Les communs numériques ne devraient plus être les supports de ce capitalisme²¹.

Une lutte pour un rééquilibrage infrastructurel

Parce que créer du code libre ne suffit pas, encore faut-il s'assurer de la protection des libertés que la licence implique. En particulier la liberté d'usage. À quoi sert un code libre si je ne peux l'utiliser que sur une plateforme non libre ? à quoi sert un protocole ouvert si son utilisation est accaparée par des systèmes d'information non libres ? À défaut de pouvoir rendre collectifs les câbles sous-marins (eux-mêmes soumis à des contraintes géopolitiques), il est toutefois possible de développer des protocoles et des logiciels dont la conception elle-même empêche ces effets d'accaparement. Dans une certaine mesure c'est ce qui a été réalisé avec les applications du Fediverse²². Ce dernier montre que la

création logicielle n'est rien si les organisations libristes ne se mobilisent pas autour d'un projet commun et imaginent un monde numérique solidaire.

Une lutte contre les effets sociaux du capitalisme de surveillance

Qu'il s'agisse du conformisme des subjectivités engendré par l'extraction et l'exploitation des informations comportementales (ce qui dure depuis très longtemps²³) ou du contrôle des populations rendu possible par ces mêmes infrastructures numériques dont la technoplice se sert (entre autres), les communautés libristes s'impliquent de plus en plus dans la lutte anti-surveillance et anti-autoritaire. C'est une tradition, assurément, mais ce qu'il manque cruellement encore, c'est la multiplication de points de contact avec les autres organisations impliquées dans les mêmes luttes et qui, bien souvent, se situent sur la question bien plus vaste des biens communs matériels. Combien d'organisations et de collectifs en lutte dans les domaines *durabilistes* comme l'écologie, le partage de l'eau, les enjeux climatiques, en sont encore à communiquer sur des services tels Whatsapp alors qu'il existe des canaux bien plus protégés²⁴ ? Réciproquement combien d'associations libristes capables de déployer des solutions et de les vulgariser ne parlent jamais aux durabilistes ou autres ? Or, penser les organisations libristes sur un mode solidaire et anti-capitaliste revient à participer concrètement aux luttes en faveur des biens communs matériels, créer des alliances de compétences et de connaissances pour rendre ces luttes plus efficaces.

Le (mauvais) calcul anarchiste

Il y a toute une littérature qui traite du rapport entre libriste et anarchisme. Bien qu'elle ne soit pas toujours issue de recherches académiques, cela n'enlève rien à la pertinence et la profondeur des textes qui ont toujours le mérite d'identifier les valeurs communes tels l'anti-autoritarisme de l'éthique hacker, le *copyleft* conçu comme une lutte contre la propriété privée, le partage, ou encore les libertés d'usage. Et ces valeurs se retrouvent dans de nombreuses autres sphères inspirées du modèle libriste²⁵ et toutes anticapitalistes. Pour autant, l'éthique hacker ou l'utopie « concrète » du logiciel libre, parce qu'elles sont d'abord et

avant tout des formes de pratiques technologiques, ne portent pas *per se* ces valeurs. Comme je l'ai mentionné plus haut, l'éthique hacker et les utopies plus ou moins issues de la tradition hippie des années 1960 et 1970 sont aussi dépositaires du capitalisme techno-solutionniste exprimé, pour les besoins de la cause, par l'idéologie de la Silicon Valley.

C'est ce point de tension qui a tendance aujourd'hui à causer la diffusion d'une conception binaire du lien entre anarchisme et philosophie hacker. Elle repose sur l'idée selon laquelle c'est l'anarchisme américain qui donne une part fondatrice à la philosophie hacker et qui crée en quelque sorte une opposition interne entre une faction « de gauche » attachée aux combats contre la propriété et une faction « de droite » fongible dans le capitalisme dans la mesure où c'est l'efficacité dans l'innovation qui emporte le reste, c'est-à-dire un anarchisme réduit à être un mode d'organisation de la production et un faire-valoir d'une liberté de lucrativité « décomplexée ».

C'est caricatural, mais la première partie n'est pas inexacte. En effet, nous parlons pour l'essentiel d'un mouvement né aux États-Unis et, qui plus est, dans une période où s'est structurée la Nouvelle Gauche Américaine en phase avec des mouvements libertaires et/ou utopistes issus de la génération anti-guerre des années 1950. Simultanément, les ordinateurs *mainframe* ont commencé à être plus accessibles dans les milieux universitaires et les entreprises, favorisant la naissance des communautés hackers dans un mouvement d'apprentissage, de partage de connaissances et de pratiques. Par la suite ces communautés se structurèrent grâce aux communications numériques, en particulier Internet, et s'agrandirent avec l'apparition de la microinformatique.

Se reconnaissent-elles dans l'anarchisme ? Même si ses pratiques sont anarchistes, un collectif n'a nul besoin de se reconnaître en tant que tel. Il peut même ne pas en avoir conscience. C'est donc du côté des pratiques et *in situ* qu'il faut envisager les choses. Les communautés hacker sont issues d'une conjonction historique classique entre la cristallisation des idées hippies et libertaires et l'avènement des innovations techniques qui transforment alors radicalement l'économie (les systèmes d'information numériques). Cela crée par effet rétroactif des communautés qui génèrent elles-mêmes des objets techniques en se réappropriant ces innovations, et en changeant à leur tour le paysage économique en proposant d'autres innovations. On pense par exemple aux Bulletin Board Systems (par exemple le projet Community Memory, premier forum électronique

gérant et collaboratif), aux systèmes d'exploitation (comment Unix fut créé, ou comment Linux devint l'un des plus grands projets collaboratifs au monde), à des logiciels (le projet GNU), etc. Toutes ces pratiques remettent en cause la structure autoritaire (souvent académique) de l'accès aux machines, provoquent une démocratisation des usages informatiques, incarnent des systèmes de collaboration fondés sur le partage du code et des connaissances, permettent l'adoption de pratiques de prise de décision collective, souvent consensuelles. Couronnant le tout, l'apparition de la Licence Publique Générale initiée par Richard M. Stallman et Eben Moglen avec la Free Software Foundation propose une remise en question radicale de la propriété intellectuelle et du pouvoir qu'elle confère.

Le rapport avec l'anarchisme est de ce point de vue exprimé à maintes reprises dans l'histoire des communautés hacker. On y croise très souvent des références.

Dans la biographie de Richard M. Stallman²⁶, par exemple, le AI Lab qui devient le haut lieu de la « Commune Emacs », est décrit ainsi : « La culture hacker qui y régnait et sa politique d'anarchie allaient conférer au lieu l'aura d'éternel rebelle ». Plus loin dans le même livre, E. Moglen se remémore sa rencontre avec R. M. Stallman qu'il décrit comme la rencontre de deux anarchistes. Inversement, R. M. Stallman ne s'est jamais défini comme un anarchiste. Il va même jusqu'à soutenir que le logiciel libre est un mélange de communisme (au sens d'appropriation collective de la production), de capitalisme « éthique » (pouvoir en tirer des avantages lucratifs tant qu'on respecte les libertés des autres), et d'anarchisme (réduit à la liberté de contribuer ou non et d'user comme on veut)²⁷.

Une approche fondée sur une enquête plus solide montre néanmoins que les principes anarchistes ne sont pas considérés comme de simples étiquettes dans les communautés hacker d'aujourd'hui. Menée au cœur des communautés libristes californiennes, l'enquête de Michel Lallement dans *L'âge du faire*²⁸ montre une typologie intéressante chez les hackers entre les « pur jus », parmi les plus anciens le plus souvent des hommes au charisme de leader ou de gourous et qui se réclament d'un certain radicalisme anarchiste (sur lequel je vais revenir plus loin) et la masse plus diffuse, plus ou moins concernée par l'aspect politique. Majoritaires sont cependant ceux qui ont tendance à la compromission, jusqu'au point où parfois le travail à l'intérieur de la communauté est valorisé dans l'exercice même de la réussite capitaliste à l'extérieur. J'irais même jusqu'à dire,

pour en avoir côtoyé, que certains voient dans le hacking et l'éthique hacker une sorte d'exutoire de la vie professionnelle étouffée par l'économie capitaliste.

Sur l'aspect proprement américain, ce qui est surtout mis en avant, c'est l'opposition entre la bureaucratie (entendue au sens de l'action procédurière et autoritaire) et l'anarchisme. À l'image des anciennes communautés hacker calquées sur l'antique Homebrew Club, ce refus de l'autorité institutionnelle s'apparente surtout à une forme de potacherie corporatiste. Le point commun des communautés, néanmoins, consiste à s'interroger sur les processus de prise de décision communautaire, en particulier la place faite au consensus : c'est l'efficacité qui est visée, c'est-à-dire la meilleure façon de donner corps à une délibération collective. C'est ce qui permet de regrouper Noisebridge, MetaLab ou le Chaos Computer Club. Certes, au point de vue du fonctionnement interne, on peut invoquer beaucoup de principes anarchistes. Une critique pointerait cependant que ces considérations restent justement internalistes. On sait que le consensus consolide le lien social, mais la technologie et les savoir-faire ont tendance à concentrer la communauté dans une sorte d'exclusion élective : diplômée, issue d'une classe sociale dominante et bourgeoise, en majorité masculine (bien que des efforts soient menés sur la question du genre).

Si nous restons sur le plan internaliste, on peut tenter de comprendre ce qu'est ce drôle d'anarchisme. Pour certains auteurs, il s'agit de se concentrer sur l'apparente opposition entre libre et open source, c'est-à-dire le rapport que les communautés hacker entretiennent avec le système économique capitaliste. On peut prendre pour repères les travaux de Christian Imhorst²⁹ et Dale A. Bradley³⁰. Pour suivre leur analyse il faut envisager l'anarchisme américain comme il se présentait à la fin des années 1970 et comment il a pu imprégner les hackers de l'époque. Le sous-entendu serait que cette imprégnation perdure jusqu'à aujourd'hui. Deux étapes dans la démonstration.

En premier lieu, la remise en cause de la propriété et de l'autorité est perçue comme un radicalisme beaucoup plus fortement qu'elle ne pouvait l'être en Europe au regard de l'héritage de Proudhon et de Bakounine. Cela tient essentiellement au fait que la structuration du radicalisme américain s'est établie sur une réverbération du bipartisme américain. C'est ce qu'analyse bien en 1973 la chercheuse Marie-Christine Granjon au moment de l'éveil de la Nouvelle Gauche aux États-Unis : chasser les radicaux du paysage politique en particulier

du paysage ouvrier dont on maintenait un niveau de vie (de consommation) juste assez élevé pour cela, de manière à « maintenir en place la structure monopolistique de l'économie sur laquelle repose le Welfare State — l'État des monopoles, des managers, des boss du monde syndical et de la politique —, pour protéger cette Amérique, terre de l'égalité, de la liberté et de la poursuite du bonheur, où les idéologies n'avaient plus de raison d'être, où les radicaux étaient voués à la marginalité et tolérés dans la mesure de leur inaction et de leur audience réduite »³¹. En d'autres termes, être radical c'est être contre l'État américain, donc soit contre le bien-être du peuple et ses libertés, soit le contraire (et chercher à le démontrer), mais en tout cas, contre l'État américain.

En second lieu, la dichotomie entre anarchisme de droite et anarchisme de gauche pourrait se résumer à la distinction entre libertariens et communautaires anticapitalistes. Ce n'est pas le cas. Mais c'est ainsi que posent les prémisses du problème C. Imhorst comme D. A. Bradley et avec eux beaucoup de ceux qui réduisent la distinction open-source / librisme. Sur ce point on reprend souvent la célèbre opposition entre les grandes figures des deux « camps », d'un côté R. M. Stallman, et de l'autre côté Eric S. Raymond, auteur de *La Cathédrale et le bazar*, évangéliste du marché libre ne retenant de la pensée hacker que l'efficacité de son organisation non hiérarchique. Cette lecture binaire de l'anarchisme américain, entre droite et gauche, est exprimée par David DeLeon en 1978 dans son livre *The American as Anarchist*³², assez critiqué pour son manque de rigueur à sa sortie, mais plusieurs fois réédité, et cité de nombreuses fois par C. Imhorst. Dans la perspective de DeLeon, l'anarchisme américain est essentiellement un radicalisme qui peut s'exprimer sur la droite de l'échiquier politique comme le libertarianisme, profondément capitaliste, individualiste-proprétariste et contre l'État, comme sur la gauche, profondément anticapitaliste, communautaire, contre la propriété et donc aussi contre l'État parce qu'il protège la propriété et reste une institution autoritaire. En écho, réduire le mouvement libriste « radical » à la figure de R. M. Stallman, et l'opposer au libertarianisme de E. S. Raymond, revient à nier toutes les nuances exprimées en quarante ans de débats et de nouveautés (prenons simplement l'exemple de l'apparition du mouvement Creative Commons).

Le but, ici, n'est pas tant de critiquer la simplicité de l'analyse, mais de remarquer une chose plus importante : si le mouvement hacker est perçu comme un radicalisme aux États-Unis dès son émergence, c'est parce qu'à cette même

époque (et c'est pourquoi j'ai cité deux références de l'analyse politique des années 1970) le radicalisme est conçu hors du champ politique bipartite, contre l'État, et donc renvoyé à l'anarchisme. En retour, les caractéristiques de l'anarchisme américain offrent un choix aux hackers. Ce même choix qui est exprimé par Fred Turner dans son analyse historique : comment articuler les utopies hippies de la Nouvelle Gauche avec la technologie d'un côté, et le rendement capitaliste de l'autre. Si on est libertarien, le choix est vite effectué : l'efficacité de l'organisation anarchiste dans une communauté permet de s'affranchir de nombreux cadres vécus comme des freins à l'innovation et dans la mesure où l'individualisme peut passer pour un accomplissement de soi dans la réussite économique, la propriété n'a aucune raison d'être opposée au partage du code et ce partage n'a pas lieu de primer sur la lucrativité.

Considérer le mouvement pour le logiciel libre comme un mouvement radical est une manière d'exacerber deux positions antagonistes qui partent des mêmes principes libertaires et qui aboutissent à deux camps, les partageux qui ne font aucun compromis et les ultra-libéraux prêts à tous les compromis avec le capitalisme. On peut néanmoins suivre D. A. Bradley sur un point : le logiciel libre propose à minima la réorganisation d'une composante du capitalisme qu'est l'économie numérique. Si on conçoit que la technologie n'est autre que le support de la domination capitaliste, penser le Libre comme un radicalisme reviendrait en fait à une contradiction, celle de vouloir lutter contre les méfaits de la technologie par la technologie, une sorte de primitivisme qui s'accommoderait d'une éthique censée rendre plus supportable le techno-capitalisme. Or, les technologies ne sont pas intrinsèquement oppressives. Par exemple, les technologies de communication numérique, surtout lorsqu'elles sont libres, permettent la médiatisation sociale tout en favorisant l'appropriation collective de l'expression médiatisée. Leurs licences libres, leurs libertés d'usages, ne rendent pas ces technologies suffisantes, mais elles facilitent l'auto-gestion et l'émergence de collectifs émancipateurs : ouvrir une instance Mastodon, utiliser un système de messagerie sécurisée, relayer les informations anonymisées de camarades qui subissent l'oppression politique, etc.

L'anarchisme...

productiviste,

sérieusement ?

Le Libre n'est pas un existentialisme, pas plus que l'anarchisme ne devrait l'être. Il ne s'agit pas d'opposer des modes de vie où le Libre serait un retour idéaliste vers l'absence de technologie oppressive. Les technologies sont toujours les enfants du couple pouvoir-connaissance, mais comme disait Murray Bookchin, si on les confond avec le capitalisme pour en dénoncer le caractère oppresseur, cela revient à « masquer les relations sociales spécifiques, seules à même d'expliquer pourquoi certains en viennent à exploiter d'autres ou à les dominer hiérarchiquement ». Il ajoutait, à propos de cette manière de voir : « en laissant dans l'ombre l'accumulation du capital et l'exploitation du travail, qui sont pourtant la cause tant de la croissance que des destructions environnementales, elle ne fait ainsi que leur faciliter la tâche. »³³

Le rapport entre le libre et l'anarchisme devrait donc s'envisager sur un autre plan que l'opposition interne entre capitalistes et communistes et/ou libertaires (et/ou *commonists*), d'autant plus que ce type de brouillage n'a jusqu'à présent fait qu'accréditer les arguments en faveur de la privatisation logicielle aux yeux de la majorité des acteurs de l'économie numérique³⁴. Ce rapport devrait plutôt s'envisager du point de vue émancipateur ou non par rapport au capitalisme. De ce point de vue, *exit* les libertariens. Mais alors, comme nous avons vu que pour l'essentiel l'anarchisme libriste est un mode de production efficace dans une économie contributive (qui devrait être néanmoins plus équilibrée), a-t-il quelque chose de plus ?

Nous pouvons partir d'un autre texte célèbre chez les libristes, celui d'Eben Moglen, fondateur du Software Freedom Law Center, qui intitulait puissamment son article : « L'anarchisme triomphant : le logiciel libre et la mort du copyright »³⁵. Selon lui, le logiciel conçu comme une propriété crée un rapport de force dont il est extrêmement difficile de sortir avec les seules bonnes intentions des licences libres. E. Moglen prend l'exemple du très long combat contre la mainmise de Microsoft sur les ordinateurs neufs grâce à la vente liée, et nous n'en sommes pas complètement sortis. Aujourd'hui, nous pourrions prendre bien d'autres exemples qui, tous, sont le fait d'alliances mondialisées et de consortiums sur-financiarisés de fabricants de matériel et de fournisseurs de services. Il faut donc opposer à cette situation une nouvelle manière d'envisager

la production et la créativité.

Code source et commentaires désignent le couple entre fonctionnalité et expressivité des programmes. En tant que tels, ils peuvent être considérés comme autant de preuves que le travail intellectuel nécessaire à l'élaboration d'un programme n'est pas uniquement le fait de travailler sur des algorithmes mais aussi en inventer les propriétés. Dès lors, on peut comprendre que le copyright puisse s'appliquer à plein. Dès l'instant que les ordinateurs ont cessé d'être des machines centrales aux coûts extrêmement élevés, et que pour les faire fonctionner les logiciels ont cessé d'être donnés (car le coût marginal de la création logicielle était faible en comparaison du coût de fabrication d'une grosse machine), l'ordinateur personnel a multiplié mécaniquement le besoin de réaliser des plus-values sur le logiciel et enfermé ce dernier dans une logique de copyright. Seulement voilà : lorsqu'une entreprise (par exemple Microsoft) exerce un monopole sur le logiciel, bien qu'elle puisse embaucher des centaines de développeurs, elle ne sera jamais en mesure d'adapter, tester à grande échelle, proposer des variations de son logiciel en quantités suffisantes pour qu'il puisse correspondre aux besoins qui, eux, ont tendance à se multiplier au fur et à mesure que les ordinateurs pénètrent dans les pratiques sociales et que la société devient un maillage en réseau. Si bien que la qualité et la flexibilité des logiciels privés n'est jamais au rendez-vous. Si ce défaut de qualité passe souvent inaperçu, c'est aux yeux de l'immense majorité des utilisateurs qui ne sont pas techniciens, et pour lesquels les monopoles créent des cages d'assistantat et les empêche (par la technique du FUD) d'y regarder de plus près. Après tout, chacun peut se contenter du produit et laisser de côté des défauts dont il peut toujours (essayer de) s'accommoder.

En somme, les utilisateurs ont été sciemment écartés du processus de production logicielle. Alors qu'à l'époque plus ancienne des gros ordinateurs, on adaptait les logiciels aux besoins et usages, et on pouvait les échanger et les améliorer en partant de leur utilisation. Or, l'histoire des sciences et des technologies nous apprend que l'avancement des sciences et technologies dépendent d'apprentissages par la pratique, d'appropriations collectives de l'existant, d'innovation par incrémentation et implications communautaires (c'est ce qu'ont montré David Edgerton³⁶ et Clifford Conner³⁷). En ce sens, le modèle économique des monopoles du logiciel marche contre l'histoire.



C'est de ce point de vue que le logiciel libre peut être envisagé non seulement comme la production d'un mouvement de résistance³⁸, mais aussi comme un mode de production conçu avant tout comme une réaction à la logique marchande, devant lutter sans cesse contre la « plasticité du capitalisme » (au sens de F. Braudel³⁹), avec des résultats plus ou moins tangibles. Même si la question de l'écriture collective du code source mériterait d'être mieux analysée pour ses valeurs performatives intrinsèques⁴⁰.

Comme le dit Eben Moglen racontant le projet GNU de R. M. Stallman : le logiciel libre pouvait « devenir un projet auto-organisé, dans lequel aucune innovation ne serait perdue à travers l'exercice des droits de propriété ». Depuis le milieu des années 1980 jusqu'à la fin des années 1990, non seulement des logiciels ont été produits de manière collective en dehors du copyright, mais en plus de cela, des systèmes d'exploitation comme GNU Linux aux logiciels de serveurs et à la bureautique, leur reconnaissance par l'industrie elle-même (normes et standards) s'est imposée à une échelle si vaste que le logiciel libre a bel et bien gagné la course dans un monde où la concurrence était faussée si l'on jouait avec les mêmes cartes du copyright.

C'est ce qui fait dire à Eben Moglen que « lorsqu'il est question de faire de bons logiciels, l'anarchisme gagne ». Il oppose deux choses à l'industrie copyrightée du logiciel :

- les faits : le logiciel libre est partout, il n'est *pas* une utopie,
- le mode de production : l'anarchisme est selon lui la meilleure « organisation » de la production.

Reste à voir comment il conçoit l'anarchisme. Il faut confronter ici deux pensées qui sont contemporaines, celle d'Eben Moglen et celle de Murray Bookchin. Le second écrit en 1995 que le mot « anarchisme » allait bientôt être employé comme catégorie d'action bourgeoise⁴¹ :

« les objectifs révolutionnaires et sociaux de l'anarchisme souffrent d'une telle dégradation que le mot « anarchie » fera bientôt partie intégrante du vocabulaire chic bourgeois du siècle à venir : une chose quelque peu polissonne, rebelle, insouciant, mais délicieusement inoffensive ».

Bookchin écrivait aussi « Ainsi, chez nombre d'anarchistes autoproclamés, le capitalisme disparaît, remplacé par une « société industrielle » abstraite. »

Mais d'un autre côté, à peine six ans plus tard, il y a cette volonté d'E. Moglen d'utiliser ce mot et d'entrer en confrontation assez directe avec ce que M. Bookchin disait de la tendance *new age* férue d'individualisme et de primitivisme et qui n'avait plus de rien de socialiste. En fin de compte, si on conçoit avec E. Moglen l'anarchisme comme un mode de production du logiciel libre, alors on fait aussi une jonction entre la lutte contre le modèle du monopole et du copyright et

la volonté de produire des biens numériques, à commencer par des logiciels, tout en changeant assez radicalement l'organisation sociale de la production contre une machinerie industrielle. Et cette lutte n'a alors plus rien d'abstrait. La critique de M. Bookchin, était motivée par le fait que l'anarchisme s'est transformé des années 1970 aux années 1990 et a fini par dévoyer complètement les théories classiques de l'anarchisme au profit d'une culture individualiste et d'un accomplissement de soi exclusif. Le logiciel libre, de ce point de vue, pourrait avoir le mérite de resituer l'action anarchiste dans un contexte industriel (la production de logiciels) et social (les équilibres de conception et d'usage entre utilisateurs et concepteurs).

Et l'État dans tout cela ? est-il évacué de l'équation ? Ces dernières décennies sont teintées d'un néolibéralisme qui façonne les institutions et le droit de manière à créer un espace marchand où les êtres humains sont transformés en agents compétitifs. La production communautaire de logiciel libre ne serait-elle qu'un enfermement dans une plasticité capitaliste telle qu'elle intègre elle-même le mode de production anarchiste du libre dans une compétition dont le grand gagnant est toujours celui qui réussit à piller le mieux les communs ainsi produits ? Car si c'est le cas, alors M. Bookchin avait en partie raison : l'anarchisme n'a jamais pu résoudre la tension entre autonomie individuelle et liberté sociale autrement qu'en se contentant de s'opposer à l'autorité et à l'État, ce qu'on retrouve dans la *reductio* de l'anarchisme des libertariens - et contre cela M. Bookchin propose un tout autre programme, municipaliste et environnementaliste. Or, si on suit E. Moglen, on ne perçoit certes pas d'opposition frontale contre l'État, mais dans un contexte néolibéral, les monopoles industriels ne peuvent-ils pas être considérés comme les nouvelles figures d'opposition d'autorité et de pouvoir ?

Pour ma part, je pense que qu'État et monopoles se contractent dans le capitalisme de surveillance, un Léviathan contre lequel il faut se confronter. Toute la question est de savoir à quelle société libertaire est censé nous mener le logiciel libre. J'ai bien l'impression que sur ce point les libristes *old school* qui s'autoproclament anarchistes se trompent : ce n'est pas parce que le mouvement du logiciel libre propose une auto-organisation de la production logicielle et culturelle, contre les monopoles mais avec une simple injonction à l'émancipation, que cela peut déboucher sur un ordre social libertaire.

Là où le logiciel libre pourrait se réclamer de l'anarchisme, c'est dans le fait qu'il

propose une très forte opposition aux institutions sociales oppressives que sont les monopoles et l'État, mais seulement à partir du moment où on conçoit le mouvement du logiciel libre non comme un mode de production anarchiste, mais comme un moment qui *préfigure*⁴² un ordre social parce qu'il s'engage dans une lutte contre l'oppression tout en mettant en œuvre un mode de production alternatif, et qu'il constitue un modèle qui peut s'étendre à d'autres domaines d'activité (prenons l'exemple des semences paysannes). Et par conséquent il devient un modèle anarchiste.

Si on se contente de n'y voir qu'un mode de production, le soi-disant anarchisme du logiciel libre est voué à n'être qu'un modèle bourgeois (pour reprendre l'idée de M. Bookchin), c'est à dire dénué de projet de lutte sociale, et qui se contente d'améliorer le modèle économique capitaliste qui accapare les communs : il devient l'un des rouages de l'oppression, il n'est conçu que comme une utopie « bourgeoisement acceptable ». C'est-à-dire un statut duquel on ne sort pas ou bien les pieds devant, comme un mode de production que le néomanagement a bel et bien intégré. Or, s'il y a une lutte anarchiste à concevoir aujourd'hui, elle ne peut pas se contenter d'opposer un modèle de production à un autre, elle doit se confronter de manière globale au capitalisme, son mode de production mais aussi son mode d'exploitation sociale.

Les limites de l'anarchisme utopique du Libre ont été révélées depuis un moment déjà. L'Electronic Frontier Foundation (où Eben Moglen officie) le reconnaît implicitement dans un article de mai 2023 écrit par Cory Doctorow et publié par l'EFF⁴³ :

« Alors que les régulateurs et les législateurs réfléchissent à l'amélioration de l'internet pour les êtres humains, leur priorité absolue devrait être de redonner du pouvoir aux utilisateurs. La promesse d'Internet était de supprimer les barrières qui se dressaient sur notre chemin : la distance, bien sûr, mais aussi les barrières érigées par les grandes entreprises et les États oppressifs. Mais les entreprises ont pris pied dans cet environnement de barrières abaissées, se sont retournées et ont érigé de nouvelles barrières de leur côté. Des milliards d'entre nous se sont ainsi retrouvés piégés sur des plateformes que beaucoup d'entre nous n'aiment pas, mais qu'ils ne peuvent pas quitter. »

Il faut donc des alternatives parce que les acteurs qui avaient promis de rendre

les réseaux plus ouverts (le *Don't be evil* de Google) ont non seulement failli mais, en plus, déploient des stratégies juridiques et commerciales perverses pour coincer les utilisateurs sur leurs plateformes. Dès lors, on voit bien que le problème qui se pose n'est pas d'opposer un mode de production à un autre, mais de tenter de gagner les libertés que le capitalisme de surveillance contient et contraint. On voit aussi que depuis 2001, les problématiques se concentrent surtout sur les réseaux et le pouvoir des monopoles. Là, on commence à toucher sérieusement les questions anarchistes. Dès lors l'EFF propose deux principes pour re-créeer un Internet « d'intérêt public » :

- le chiffrement de bout en bout et la neutralité du Net,
- contourner les grandes plateformes.

Faut-il pour autant, comme le propose Kristin Ross⁴⁴, pratiquer une sorte d'évacuation générale et se replier, certes de manière constructive, sur des objets de lutte plus fondamentaux, au risque de ne concevoir de lutte pertinente que des luttes exclusives, presque limitées à la paysannerie et l'économie de subsistance ? Je ne suis pas d'accord. Oui, il faut composer avec l'existant mais dans les zones urbaines, les zones rurales comme dans le cyberspace on peut préfigurer des formes d'organisation autonomes et des espaces à défendre. Le repli individualiste ou collectiviste-exclusif n'est pas une posture anarchiste. Premièrement parce qu'elle n'agit pas concrètement pour les travailleurs, deuxièmement parce que cela revient à abandonner ceux qui ne peuvent pas pratiquer ce repli de subsistance au risque de ce qu'on reprochait déjà aux petits-bourgeois communautaires hippies des années 1970, et troisièmement enfin, parce que je ne souhaite pas vivre dans une économie de subsistance, je veux vivre dans l'abondance culturelle, scientifique et même technique et donc lutter pour un nouvel ordre social égalitaire général et pas réservé à ceux qui feraient un choix de retrait, individuel et (il faut le reconnaître) parfois courageux.

Alors, vers quel anarchisme se diriger ?

Le potentiel libertaire de la technologie

En 1971, Sam Dolgoff publie un article sans concession dans la petite revue Newyorkaise *Libertarian Analysis*. L'article fut ensuite tiré à part à plusieurs reprises si bien que, sous le titre *The Relevance of Anarchism to Modern*

*Society*⁴⁵, le texte figure parmi les *must read* de la fin des années 1970. Dolgoff y décrit l'état de l'anarchisme dans une société prise dans les contradictions de la contre-culture des années 1960, et dont les effets se rapportent à autant de conceptions erronées de l'anarchisme qui se cristallisent dans un « néo-anarchisme » bourgeois discutabile. Ce contre quoi S. Dolgoff avance ses arguments est l'idée selon laquelle l'anarchisme « filière historique » serait dépassé étant donné la tendance mondiale vers la centralisation économique, fruit des récents développements des sciences et des techniques, une sorte de fin de l'histoire (avant l'heure de celle de Fukuyama en 1992) contre laquelle on ne pourrait rien. Le sous-entendu met en avant la contradiction entre le positivisme dont s'inspire pourtant l'anarchisme de Proudhon à Bakounine, c'est-à-dire le développement en soi émancipateur des sciences et des techniques (à condition d'une éducation populaire), et le fait que cet élan positiviste a produit une mondialisation capitaliste contre laquelle aucune alternative anarchiste n'a pu s'imposer. Le réflexe social qu'on retrouve dans le mouvement contre-culturel des années 1960 et 1970, associé à ce que S. Dolgoff nomme le néo-anarchisme (bourgeois)⁴⁶ (et qui sera repris en partie par M. Bookchin plus tard), amène à penser l'anarchisme comme une réaction à cette contradiction et par conséquent un moment de critique de l'anarchisme classique qui n'envisagerait pas correctement la complexité sociale, c'est-à-dire la grande diversité des nuances entre compromission et radicalisme, dans les rapports modernes entre économie, sciences, technologies et société. Ce qui donne finalement un anarchisme réactionnaire en lieu et place d'un anarchisme constructif, c'est-à-dire une auto-organisation fédéraliste qui accepte ces nuances, en particulier lors de l'avènement d'une société des médias, du numérique et de leur mondialisation (en plus des inégalités entre les pays).

Or, S. Dolgoff oppose à cette idée pessimiste le fait que la pensée anarchiste a au contraire toujours pris en compte cette complexité. Cela revient à ne justement pas penser l'anarchisme comme une série d'alternatives simplistes au gouvernementalisme (le contrôle de la majorité par quelques-uns). Il ne suffit pas de s'opposer au gouvernementalisme pour être anarchiste. Et c'est pourtant ce que les libertariens vont finir par faire, de manière absurde. L'anarchisme, au contraire a toujours pris en compte le fait qu'une société anarchiste implique une adaptation des relations toujours changeantes entre une société et son environnement pour créer une dynamique qui recherche équilibre et harmonie

indépendamment de tout autoritarisme. Dès lors les sciences et techniques ont toujours été des alliées possibles. Pour preuve, cybernétique et anarchisme ont toujours fait bon ménage, comme le montre T. Swann dans un article au sujet de Stafford Beer, le concepteur du projet Cybersyn au Chili sous la présidence S. Allende⁴⁷ : un mécanisme de contrôle qui serait extérieur à la société implique l'autoritarisme et un contrôle toujours plus contraignant, alors qu'un mécanisme inclus dans un système auto-organisé implique une adaptation optimale au changement⁴⁸. L'optimisation sociale implique la décentralisation, c'est ce qu'ont toujours pensé les anarchistes. En ce sens, les outils numériques sont des alliés possibles.

En 1986, quinze ans après son article de 1971, dans le premier numéro de la revue qu'il participe à fonder (la *Libertarian Labor Review*), S. Dolgoff publie un court article intitulé « Modern Technology and Anarchism »⁴⁹. Il revient sur la question du lien entre l'anarchisme et les nouvelles technologies de communication et d'information qu'il a vu naître et s'imposer dans le mouvement d'automatisation de l'industrie et plus généralement dans la société. Les réseaux sont pour lui comme un *pharmakon* (au sens de B. Stiegler), ils organisent une dépossession par certains aspects mais en même temps peuvent être des instruments d'émancipation.

Cet article de 1986 est quelque peu redondant avec celui de 1971. On y retrouve d'ailleurs à certains endroits les mêmes phrases et les mêmes idées. Pour les principales : il y a un *déjà-là* anarchiste, et la société est un réseau cohérent de travail coopératif. Pour S. Dolgoff, la technologie moderne a résolu le problème de l'accès aux avantages de l'industrie moderne, mais ce faisant elle a aussi accru significativement la décentralisation dans les entreprises avec la multiplication de travailleurs hautement qualifiés capables de prendre des décisions aux bas niveaux des organisations. S. Dolgoff cite plusieurs auteurs qui ont fait ce constat. Ce dernier est certes largement terni par le fait que cette décentralisation fait écho à la mondialisation qui a transformé les anciennes villes industrielles en villes fantômes, mais cette mondialisation est aussi un moment que l'anarchie ne peut pas ne pas saisir. En effet, cette mise en réseau du monde est aussi une mise en réseau des personnes. Si les technologies modernes d'information, les ordinateurs et les réseaux, permettent d'éliminer la bureaucratie et abandonner une fois pour toutes la centralisation des décisions, alors les principes de

coopération et du *déjà-là* anarchiste pourront se déployer. Faire circuler librement l'information est pour S. Dolgoff la condition nécessaire pour déployer tout le « potentiel libertaire de la technologie ». Mais là où il pouvait se montrer naïf quinze ans auparavant, il concède que les obstacles sont de taille et sont formés par :

« Une classe croissante de bureaucraties étatiques, locales, provinciales et nationales, de scientifiques, d'ingénieurs, de techniciens et d'autres professions, qui jouissent tous d'un niveau de vie bien supérieur à celui du travailleur moyen. Une classe dont le statut privilégié dépend de l'acceptation et du soutien du système social réactionnaire, qui renforce considérablement les variétés « démocratiques », « sociales » et « socialistes » du capitalisme. (...) Tous reprennent les slogans de l'autogestion et de la libre association, mais ils n'osent pas lever un doigt accusateur sur l'arc sacré de l'État. Ils ne montrent pas le moindre signe de compréhension du fait évident que l'élimination de l'abîme séparant les donneurs d'ordres des preneurs d'ordres - non seulement dans l'État mais à tous les niveaux - est la condition indispensable à la réalisation de l'autogestion et de la libre association : le cœur et l'âme même de la société libre. »

Peu d'années avant son décès, et après une longue carrière qui lui avait permis de prendre la mesure de l'automatisation de l'industrie et voir l'arrivée des ordinateurs dans les processus de production et de contrôle, Sam Dolgoff a bien saisi la contradiction entre le « potentiel libertaire de la technologie » et l'apparition d'une classe sociale qui, avec l'aide de l'État et forte de subventions, réussit le tour de force d'accaparer justement ce potentiel dans une démarche capitaliste tout en parant des meilleures intentions et des meilleurs slogans ce hold-hup sur le travail collectif et la coopération.

C'est pourquoi il est pertinent de parler d'idéologie concernant la Silicon Valley, et c'est d'ailleurs ce que Fred Turner avait bien vu⁵⁰ :

« La promesse utopique de la Valley est la suivante : Venez ici, et construisez-y l'avenir avec d'autres individus partageant les mêmes idées. Immergez-vous dans le projet et ressortez-en en ayant sauvé l'avenir. »

Les nouvelles frontières sociales des utopistes de la Silicon Valley ont été une

interprétation du potentiel libertaire de la technologie, faite de néo-communautarisme et de cette Nouvelle Gauche que S. Dolgoff critiquait dès 1971. Mais ces nouvelles frontières ont été transformées en mythe parce que la question est de savoir aujourd'hui qui décide de ces nouvelles frontières, qui décide de consommer les technologies de communication censées permettre à tous d'avoir accès à l'innovation. Qui décide qu'un téléphone à plus de 1000€ est la meilleure chose à avoir sur soi pour une meilleure intégration sociale ? Qui décide que la nouvelle frontière repose sur la circulation de berlines sur batteries en employant une main-d'œuvre bon marché ?

Ouvrir le Libre

Il est temps de réhabiliter la pensée de Sam Dolgoff. Le Libre n'est pas qu'un mode de production anarchiste, il peut être considéré comme un instrument de libération du potentiel libertaire de la technologie.

Scander haut et fort que les hackers sont des anarchistes ne veut rien dire, tant que le modèle organisationnel et économique ne sert pas à autre chose que de développer du code. Rester dans le positivisme hérité des anarchistes de la première moitié du XX^e siècle a ce double effet : un sentiment de dépassement lorsqu'on considère combien le « progrès » technologique sert à nous opprimer, et un sentiment d'abandon parce que ceux qui sont en mesure de proposer des alternatives techniques d'émancipation ont tendance à le faire en vase clos et reproduisent, souvent inconsciemment, une forme de domination.

Ce double sentiment a des conséquences qui dépassent largement la question des logiciels. Il est toujours associé à la tendance toujours plus grande de l'État à accroître les inégalités sociales, associé aux conséquences climatiques du système économique dominant qui nous conduit au désastre écologique, associé à la répression toujours plus forte par l'autoritarisme des gouvernements qui défendent les intérêts des plus riches contre les travailleurs et contre tout le reste. Il en résulte alors un désarmement technologique des individus là où il faut se défendre. À défaut, les solutions envisagées ont toujours petit goût pathétique : des plaidoyers qui ne sont jamais écoutés et trouvent encore moins d'écho dans la représentation électorale, ou des actions pacifiques réprimées dans la violence.



Les Vieux Fourneaux, Lupanu et Cauuet, extrait de la BD

Le potentiel libertaire du logiciel libre a cette capacité de réarmement technologique des collectifs car nous évoluons dans une société de la communication où les outils que nous imposent les classes dominantes sont toujours autant d'outils de contrôle et de surveillance. Il a aussi cette capacité de réarmement conceptuel dans la mesure où notre seule chance de salut consiste à accroître et multiplier les communs, qu'ils soient numériques ou matériels. Or, la gestion collective de ces communs est un savoir-faire que les mouvements libristes possèdent et diffusent. Ils mettent en pratique de vieux concepts comme l'autogestion, mais savent aussi innover dans les pratiques coopératives, collaboratives et contributives.

Occupy Wall Street, Nuit Debout, et bien d'autres événements du genre, ont été qualifiés de préfiguratifs parce qu'ils opposaient de nouveaux imaginaires et de nouvelles manières de penser le monde tout en mettant en pratique les concepts mêmes qu'ils proposaient. Mais ce spontanéisme a tendance à se montrer évanescent face à des concrétisations préfiguratives comme les ZAD, la Comuna de Oaxaca, le mouvement zapatiste, et des milliers d'autres concrétisations à travers le monde et dont la liste serait fastidieuse. Rien qu'en matière d'autogestion, il suffit de jeter un œil sur les 11 tomes (!) de l'encyclopédie de l'Association Autogestion (2019)⁵¹. Or, dans tous ces mouvements, on retrouve du

logiciel libre, on retrouve des libristes, on retrouve des pratiques libristes. Et ce n'est que très rarement identifié et formalisé.

Que faire ? Peut-être commencer par s'accorder sur quelques points, surtout entre communautés libristes et communautés libertaires :

1. Ce n'est pas parce qu'on est libriste qu'on est anarchiste, et l'éthique hacker n'est pas un marqueur d'anarchisme. De manière générale, mieux vaut se méfier de l'autoproclamation dans ce domaine, surtout si, en pratique, il s'agit de légitimer le pillage des communs. Par contre il y a beaucoup d'anarchistes libristes.
2. Les pratiques anarchistes n'impliquent pas obligatoirement l'utilisation et/ou la création de logiciels libres ou d'autres productions libres des communs numériques. Le Libre n'a pas à s'imposer. Mais dans notre monde de communication, le Libre en tant qu'outil est un puissant moteur libertaire. Il permet aux libertaires de mettre en œuvre des actions de communication, de coopération et de stratégie.
3. Proposer le logiciel libre ou les licences libres n'est pas un acte altruiste ni solidaire s'il n'est pas accompagné de discours ou d'actes émancipateurs. Il peut même créer l'inverse par excès, submersion de connaissances et finalement exclusion. Il faut travailler de plus en plus les conditions d'adoption de solutions techniques libres dans les collectifs, mieux partager les expériences, favoriser l'inclusion dans la décision d'adoption de telles ou telles techniques. Elles doivent apporter du sens à l'action (et nous revoici dans la réflexion déjà ancienne du rapport entre travailleurs et machines).
4. Il vaut mieux privilégier l'émancipation non-numérique à la noyade techno-solutionniste qui résulte d'un manque de compétences et de connaissances.
5. La solidarité doit être le pilier d'une éducation populaire au numérique. Cela ne concerne pas uniquement l'anarchisme. Mais un collectif ne peut pas seul effectuer une démarche critique sur ses usages numériques s'il n'a pas en même temps les moyens de les changer efficacement. Les collectifs doivent donc échanger et s'entraider sur ces points (combien de groupes anarchistes utilisent Facebook / Whatsapp pour s'organiser ? ce n'est pas par plaisir, sûr !).

Notes

1. La Quadrature du Net, « Affaire du 8 décembre : le chiffrement des communications assimilé à un comportement terroriste », 5 juin 2023, URL.↵
2. On peut prendre un exemple trivial, celui du microblogage qui transforme la communication en flux d'information. Le fait de ne pouvoir s'exprimer qu'avec un nombre limité de caractère et de considérer l'outil comme le support d'un réseau social (où le dialogue est primordial), fait que les idées et les concepts ne peuvent que rarement être développés et discutés, ce qui transforme l'outil en support de partage d'opinions non développées, raccourcies, caricaturales. Ajoutons à cela le fait que, sur un système de microblogage commercial, les algorithmes visant à générer de la lucrativité attentionnelle, ce sont les contenus les plus pertinents pour la pensée et les plus pertinents pour le trafic qui sont mis en avant. Contrairement à ce qu'annoncent les plateformes commerciales de microblogage, ce dernier ne constitue absolument pas un support d'expression libre, au contraire il réduit la pensée à l'opinion (ou ne sert que de support d'annonces diverses). Un autre exemple concerne la « rédaction web » : avec la multiplication des sites d'information, la manière d'écrire un article pour le web est indissociable de l'optimisation du référencement. Le résultat est que depuis les années 2000 les contenus sont tous plus ou moins calibrés de manière identique et les outils rédactionnels sont configurés pour cela.↵
3. Lawrence Lessig, « Code is Law - On Liberty in Cyberspace », *Harvard Magazine*, janvier 2000. Trad. Fr sur Framablog.org, 22 mai 2010.↵
4. Aliénation de tout le monde en fait. « L'aliénation apparaît au moment où le travailleur n'est plus propriétaire de ses moyens de production, mais elle n'apparaît pas seulement à cause de cette rupture du lien de propriété. Elle apparaît aussi en dehors de tout rapport collectif aux moyens de production, au niveau proprement individuel, physiologique et psychologique (...) Nous voulons dire par là qu'il n'est pas besoin de supposer une dialectique du maître et de l'esclave pour rendre compte de l'existence d'une aliénation dans les classes possédantes ». G. Simondon,

- Du mode d'existence des objets techniques*, Paris, Aubier, 1989, p. 118.↵
5. Steven Levy, *Hackers. Heroes of the Computer Revolution*, New York, Dell Publishing, 1994. Steven Lévy, *L'éthique des hackers*, Paris, Globe, 2013.↵
 6. Ainsi on peut s'interroger sur la tendance du protocole ouvert ActivityPub (qui fait fonctionner Mastodon, par exemple) à couvrir de nombreuses applications du Fediverse sans qu'une discussion n'ait été réellement menée entre les collectifs sur une stratégie commune multiformats dans le Fediverse. Cela crée une brèche récemment exploitée par l'intention de Meta de vouloir intégrer le Fediverse avec Threads, au risque d'une stratégie de contention progressive des utilisateurs qui mettrait en danger l'utilisation même d'ActivityPub et par extension l'ensemble du Fediverse. On peut lire à ce sujet la tribune de La Quadrature du Net : « L'arrivée de Meta sur le Fédivers est-elle une bonne nouvelle ? », 09 août 2023, URL.↵
 7. Sébastien Broca, *Utopie du logiciel libre*. Lyon, Éditions le Passager clandestin, 2018.↵
 8. Fred Turner, *Aux sources de l'utopie numérique : De la contre culture à la cyberculture. Stewart Brand, un homme d'influence*, Caen, C&F Editions, 2012.↵
 9. Christophe Masutti, « Lire Fred Turner : de l'usage de l'histoire pour préfigurer demain », dans *Retour d'Utopie. De l'influence du livre de Fred Turner*, Caen, Les cahiers de C&F éditions 6, juin 2023, p. 70-82.↵
 10. Detlef Hartmann, *Die Alternative: Leben als Sabotage - zur Krise der technologischen Gewalt*, Tübingen: IVA-Verlag, 1981. Voir aussi Capulcu Kollektiv, *DISRUPT ! - Widerstand gegen den technologischen Angriff*, sept. 2017 (URL).↵
 11. Alan F. Westin, *Privacy and Freedom*, New York, Atheneum, 1967.↵
 12. C'est le ralliement des mouvements pour les droits et libertés individuels, le lien entre l'expérience personnelle (par exemple les inégalités de race ou de genre dont des individus pourraient faire l'expérience quotidienne) et les structures politiques et sociales qui sont à la source des problèmes et dont il fallait procéder à la remise en question.↵
 13. Nadia Eghbal, *Sur quoi reposent nos infrastructures numériques ? : Le travail invisible des faiseurs du web*. Marseille, OpenEdition Press, 2017. <https://doi.org/10.4000/books.oep.1797>.↵
 14. Dans le cas de communs numériques, qui sont des biens non rivaux, il

peut être difficile de comprendre cette notion d'appauvrissement. Comme le montrent Pierre Dardot et Christian Laval dans leur livre *Communs*, pour un commun, la richesse dépend autant du processus contributif (l'activité collective qui consiste à en faire un commun) que du bien lui-même, même s'il peut être dupliqué à l'infini dans le cas des biens non rivaux. Prenons deux exemples : 1) pour un champ cultivé, si tout le monde se sert et en abuse et personne ne sème ni n'entretient et qu'il n'y a pas d'organisation collective pour coordonner les efforts et décider ensemble que faire du champ, ce dernier reste bien un commun mais il ne donne rien et va disparaître. 2) Pour un logiciel, si personne ne propose de mise à jour, si personne n'enrichit ou corrige régulièrement le code et s'il n'y a pas d'organisation des contributions, ce logiciel aura tendance à disparaître aussi. Voir Pierre Dardot et Christian Laval, *Communs. Essai sur la révolution au XXIe siècle*, Paris, La Découverte, 2014.←

15. Pierre Crétois (dir.), *L'accaparement des biens communs*, Paris, Presses universitaires de Paris Nanterre, 2022.←
16. On peut voir sur ce point le travail que réalise Laurent Marseault : <https://cocotier.xyz/?ConfPompier>.←
17. Au sens où l'entendait Bernard Stiegler, c'est-à-dire la privation d'un sujet de ses savoirs (savoir-faire, savoir-vivre, savoir concevoir et théoriser). Voir Bernard Stiegler, *États de choc: bêtise et savoir au XXIe siècle*, Paris, France, Mille et une nuits, 2012.←
18. On peut voir les statistiques sur l'Open Source Contributor Index : <https://opensourceindex.io/>.←
19. Simon Butler et al., « On Company Contributions to Community Open Source Software Projects », *IEEE Transactions on Software Engineering*, 47-7, 2021, p. 1381-1401.←
20. Antonio A. Casilli, *En attendant les robots: enquête sur le travail du clic*, Paris, France, Éditions du Seuil, 2019.←
21. Et ils sont souvent les dindons de la farce. En Europe, la situation est équivoque. D'un côté, un espace est ouvert grâce aux dispositifs juridiques censés protéger l'économie européenne et les européens contre les effets des multinationales à l'encontre de la vie privée, au nom de la défense des consommateurs, et en faveur de la souveraineté numérique. Les logiciels libres y trouvent quelques débouchés pertinents auprès du public et des petites structures. Mais d'un autre côté, une grande part de la production libre et open source repose sur des individus et des petites

entreprises, alors même que les gouvernements (et c'est particulièrement le cas en France) leur créent des conditions d'accès au marché très défavorables et privilégient les monopoles extra-européens par des jeux de partenariats entre ces derniers et les intégrateurs, largement subventionnés. Voir Jean-Paul Smets, « Confiance numérique ou autonomie, il faut choisir », in *Annales des Mines*, 23, *La souveraineté numérique : dix ans de débat, et après ?*, Paris, 2023., p. 30-38.←

22. Même si le protocole ActivityPub pourrait être suffisamment détourné ou influencé pour ne plus assurer l'interopérabilité nécessaire. La communauté du Fediverse doit pour cela s'opposer en masse à Thread, la solution que commence à imposer l'entreprise Meta (Facebook), dans l'optique de combler le manque à gagner que représente le Fediverse par rapport aux média sociaux privateurs.←
23. Christophe Masutti, « En passant par l'Arkansas. Ordinateurs, politique et marketing au tournant des années 1970 », *Zilsel*, 9-2, 2021, p. 29-70.←
24. On peut se reporter à cette louable tentative issue de *It's Going Down*, et que nous avons publiée sur le Framablog. Il s'agit d'un livret d'auto-défense en communication numérique pour les groupes anarchistes. Bien qu'offrant un panorama complet et efficace des modes de communications et rappelant le principe de base qui consiste en fait à les éviter pour privilégier les rencontres physiques, on voit tout de même qu'elle souffre d'un certain manque de clairvoyance sur les points d'achoppement techniques et complexes qu'il serait justement profitable de partager. Voir « Infrastructures numériques de communication pour les anarchistes (et tous les autres...) », *Framablog*, 14 avril 2023.←
25. Philippe Borrel, *La bataille du Libre* (documentaire), prod. Temps Noir, 2019, URL.←
26. Sam Williams, Richard Stallman et Christophe Masutti, *Richard Stallman et la révolution du logiciel libre. Une biographie autorisée*, 1re éd., Eyrolles, 2010.←
27. Richard Stallman (interview), « Is Free Software Anarchist? », vidéo sur